

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

PLACE AUX JEUNES !

→ Alexandra D'Alcantara

La 7^e édition de la Semaine de la Jeunesse se déroulera du vendredi 19 au vendredi 26 octobre. Cette rencontre réunissant la jeunesse gennevilloise et les différents acteurs concourant à son éducation, à son autonomie, à son émancipation et à l'amélioration de ses conditions de vie, a pour objectif principal de partager et de valoriser nos ambitions individuelles et collectives et de faire société ensemble.

Notre jeunesse est plurielle. De façon générale, elle a prouvé qu'elle était capable de belles et de grandes réalisations. Une jeunesse solidaire, ambitieuse et courageuse.

Solidaire par ses actions auprès des plus démunis avec l'organisation de maraudes, de repas de solidarité comme le réveillon solidaire de Noël avec les

migrants, les sans-abris, les plus précaires.

Ambitieuse de par sa volonté de réussir en créant des projets innovants à travers plusieurs « jeunes associations » et par de beaux parcours scolaires que nous valorisons lors de réceptions annuelles.

Courageuse lorsque l'on sait combien il est difficile de s'épanouir dans une société où le chômage des jeunes est si élevé et que la crise du logement va en s'aggravant avec les nouvelles mesures gouvernementales.

La Ville de Gennevilliers à travers le dispositif Contribution Locale Etudiante souhaite accompagner les jeunes qui poursuivent des études supérieures. Le 3^e étage de la mairie est maintenant dédié à l'accompagnement pour la recherche d'un emploi. La Mission Locale y est également incluse ce qui lui permet de bénéficier de tous les leviers et d'accompagner ainsi au mieux les jeunes à la recherche d'un emploi.

J'invite les jeunes Gennevillois à participer à s'impliquer dans le Conseil Local de la Jeunesse, un lieu de débats, de citoyenneté, d'échanges, de propositions et d'innovation. Rendez-vous à l'Espace Mandela pour vous renseigner.

Contact : groupefdg@ville-genevilliers.fr



GRUPE SOCIALISTE

ATSEM DANS NOS ÉCOLES : QUAND LA PATIENCE PORTE SES FRUITS !

→ Jacques Briffault

Dans le courant du mois, vont apparaître sur notre ville notre première cohorte d'ATSEM. Ils rejoindront les 60 000 Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles exerçant déjà dans notre pays.

Concrètement :

L'ATSEM relève, pour la gestion administrative, des services communaux. Son salaire est exclusivement à la charge de la commune. Mais pendant son travail, l'agent est placé sous l'autorité du directeur/rice d'école.

Depuis la création de leur statut par les socialistes en 1989, les missions des ATSEM ont bien évolué : de « femmes de service », les agents se sont vu confier d'autres missions relevant de plus en plus du domaine éducatif depuis la Loi Jospin de 1992, encore affinées depuis la réforme des rythmes scolaires de 2013.

Dans nos écoles maternelles, ils/elles seront affecté(e)s dans un premier temps aux très petits et aux petits.

Vos élus socialistes sont restés mobilisés sur cet enjeu depuis de longues années. C'est donc très légitimement que nous nous félicitons de ce progrès réalisé dans l'intérêt de la prise en charge des plus jeunes de nos concitoyens.

Pour prendre contact avec nous, groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr Tél : 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

LA PROPAGANDE ET L'OPINION

→ Richard Merra

Lorsqu'un élu affirme avec force: « ce que le peuple attend de nous... », il construit une fiction qui transforme notre « démocratie représentative » en une sorte de « démocratie d'opinion ». Par ce tour de passe-passe, il s'intronise détenteur légitime de « l'opinion », cette vérité révélée qui prétend parler au nom du peuple.

Or, notre démocratie républicaine et laïque n'a pas pour fonction de manipuler des mythes ; elle s'occupe du « réel » dans sa complexité. Elle s'articule sur sa « colonne vertébrale » qu'est la Constitution, tandis que les élus forment les majorités et les minorités issues des élections. Elle ne propose donc aucune mystique de pensée sociétale, cette sorte d'unanimité abstraite que le terme « d'opinion » sous-entend.

Malheureusement, notre République n'en a pas fini avec la pensée religieuse :

elle entretient la confusion en se dotant d'un « monarque président », figure toute-puissante qui vient suppléer celle du roi de droit divin, lieutenant inattaquable d'une volonté supérieure.

Le concept « d'opinion » grandit dans cette confusion, sorte d'Eglise contemporaine « sans credo ». Il navigue au fil de mots d'ordres successifs pouvant aller jusqu'à se contredire. La seule idée stable, c'est que « l'opinion » est légitime, alors comme c'est le cas pour toute croyance, il faut lui obéir.

Or, l'opinion n'émerge pas naturellement. Elle est façonnée par la propagande. Pour être compréhensible, elle joue du simplisme et du cliché. Pour être assimilable, elle joue sur l'irrationnel. Ainsi, il y aurait une déferlante de Sarrazins qu'il faudrait contenir à nos frontières. Elle viendrait piller nos richesses et nous soumettre à leur culture. Cette propagande réduit la France à ses racines chrétiennes, et la question musulmane à une interprétation religieuse pour réactiver la fonction dormante du bouc émissaire : le musulman a remplacé le juif des années 30. Il est clair que ce type de « démocratie d'opinion » est déjà à l'œuvre en Europe et fait de moins en moins insidieusement le lit des coups d'état démocratiques.

Même s'il est plus difficile de s'adresser à la tête qu'aux tripes, nous ne devons rien lâcher de nos convictions démocratiques, en étant exigeants et rigoureux dans notre réflexion.

UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

CONTRIBUTION NON COMMUNIQUÉE



LA FRANCE INSOUMISE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

FACILE!

→ Claire Fiquet

Il serait trop facile de sourire des promesses de Macron pour une république exemplaire et juste! En réalité le surnom que lui a donné Jean-Luc Mélenchon de « président des riches » colle bien au personnage qui les couvre de cadeaux : 35 milliards de suppression d'impôt sur la fortune, de flat tax, de CICE, de baisse de taxe sur les hauts salaires, ou autres taxes pour les banquiers et assureurs. Les plus précarisés, eux, attendent les retombées d'un plan pauvreté qui se traduira au mieux par des mesurètes, à hauteur de 8 milliards sur 4 ans alors que la misère s'étend. Neuf millions d'entre nous survivent avec moins de mille euros par mois. A Gennevilliers c'est 26% de la population qui (sur)vit sous le seuil de pauvreté contre

14% en France. Plus de 4000 personnes inscrites à pôle emploi, dont 40% de jeunes entre 15 et 24 ans qui s'entendent proposer de « traverser la rue ». Des milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans les banques, l'enseignement secondaire, à Airbus, PSA ou services publics. C'est ce que dénoncent les député.e.s de la France Insoumise qui opposent des mesures concrètes et des orientations sociales en faveur du peuple.

Facile de sourire sur cette macronie aux mains propres avec l'affaire Benalla, protégé « clandestin » de l'Élysée et ses ministres sous le coup de la justice. Facile enfin de sourire après la démission de Nicolas Hulot constatant que son président laisse libre pouvoir aux intérêts financiers, délaissant les impératifs écologiques de la planète. Ce serait facile de sourire si les enjeux pour l'humanité n'étaient pas en cause.

Il nous faut relancer, participer aux mobilisations sociales pour mettre un coup d'arrêt à cette politique. On peut compter sur les député.e.s, les élu.e.s et les membres de la France Insoumise, à vos côtés.

claire.fiquet27@gmail.com



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

L'ÉPINEUSE RÉFORME DES RETRAITES

→ Jean Denat

La réforme des retraites selon le Président Macron devrait pouvoir s'appliquer à partir de l'année prochaine, sans changer quoi que ce soit pour les actifs proches du départ. Les autres cotisants en revanche pourraient ne pas tirer leur épingle du jeu et donc, y laisser des plumes. La réforme des retraites s'annonce donc ambitieuse mais son application devrait cependant s'opérer à pas feutrés car prévue pour l'été 2019, ce qui n'aura pas d'implication pour celles et ceux qui partiront d'ici à cinq ans ou moins en retraite. Pour les autres, la question se pose car toucher aux retraites, c'est s'attaquer au premier poste de dépense de l'État et à la première source d'écart avec

les autres pays de l'Union Européenne. Celle-ci devrait définir un des socles de notre système de protection sociale. Le gouvernement n'a communiqué que les grandes lignes de sa réforme et cette dernière devrait s'aligner sur le modèle actuel de la Suède. Dans ce système, l'ensemble de ce qui a été gagné ou de ce qui a été cotisé servira de base de calcul pour les pensions. Dans ce scénario, les carrières ascendantes tardives seront désavantagées. Actuellement, le système retient les 25 meilleures années de salaire dans le privé. Dans le public, ce sont les 6 derniers mois de la vie professionnelle qui sont pris en compte. Cette réforme incitera les actifs à travailler plus longtemps. Reste la question des métiers pénibles et l'uniformisation des régimes spéciaux. Nous aurons donc l'occasion de vous tenir informés de l'évolution de ce dossier brûlant qui intéresse un grand nombre de Français à la veille de leur départ à la retraite bien méritée.

Pour contacter la Présidente : jacqueline.clero@wanado.fr
La permanence : lesrepublicains92230@free.fr



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

LA FACE CACHÉE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2018

→ Ahcen Meharga

Pour cette nouvelle rentrée, la Municipalité a souhaité offrir aux élèves leur matériel scolaire. Si l'action annoncée fin juillet et effective à fin août peut paraître louable, notamment pour les familles en difficulté, on peut toutefois s'interroger sur son déroulé. Beaucoup de parents avaient, par anticipation ou par méconnaissance du dispositif, déjà fait leurs achats. Cela a provoqué des doublons et cette aide n'a pas pu prendre toute sa dimension. Dans la mesure où ce matériel gratuit n'était pas de grande qualité et où ce sont les professeurs qui ont dû gérer le casse-tête de la distribution, n'aurait-il pas été préférable d'allouer ce budget à la location de cars pour que nos enfants aient plus d'une sortie scolaire par an ?

Ce fut par ailleurs la première année de mise en œuvre de la nouvelle scolarisation. Si, dans l'ensemble, les familles ont scolarisé leurs enfants dans

les écoles appropriées, quelques cas n'ont malheureusement pas été traités comme il se doit par la commission des dérogations scolaires, commission à laquelle l'opposition n'a, jusqu'à preuve du contraire, pas été conviée. C'est ainsi que des fratries se sont vues séparer, alors même que la règle qui a prévalu jusqu'ici est de les réunir. Considérant que cette première année de mise en œuvre constitue une phase transitoire, un peu plus de souplesse n'aurait-elle pas dû être de mise pour que les quelques cas bloquants puissent être gérés correctement ?

Cette année est aussi marquée par les Nouvelles Activités Périscolaires (NAP) proposées sur une pause méridienne de 2 heures. Au-delà de la longueur de cette pause, longueur qui pose problème aux parents gardant leurs enfants le midi, les NAP ne sont ni plus ni moins que des TAP recyclés : il faudra donc veiller à la qualité de l'encadrement des NAP pour qu'elles ne connaissent pas le même sort. Enfin, les personnels scolaires sont de plus en plus confrontés à une injonction de polyvalence les obligeant à être mobiles sur plusieurs postes, dans différentes écoles. Nous dénonçons ces méthodes inspirées des plus mauvaises pratiques du privé : est-on obligé de créer de l'instabilité dans les repères quotidiens de nos enfants ?

Toutes ces questions se posent car les réponses apportées par la Municipalité ne sont pas satisfaisantes.